

LE PRÉSIDENT DES RICHES

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps où les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres.

- Malgré la crise, 40 milliards ont été distribués aux plus hauts revenus : bouclier fiscal, augmentation des niches fiscales, abattement d'ISF et de droits de succession...
- La facture a été payée par tous les autres Français: 40 taxes nouvelles et un coup de gourdin fiscal de 30 milliards sur les ménages et les entreprises.
- Le mariage du pouvoir et de l'argent a jalonné le quinquennat de scandales politico-judiciaires impliquant Nicolas Sarkozy et son entourage.
- Ces affaires ont révélé l'existence d'un système organisé d'intérêts croisés entre la Présidence de la République, l'UMP et le monde des affaires.

LA TYRANNIE DU "MOI JE"

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps où le Président parlait constamment de sa personne et pas de la France

- Le cabinet présidentiel se substituait au gouvernement.
- Une officine de propagande installée au coeur de l'Élysée fabriquait l'opinion à coups de sondages truqués.
- Un conseiller proche de l'extrême droite faisait la pluie et le beau temps jusqu'à enregistrer le Président à son insu.

C'EST TOUT CELA QUE NOUS CHANGEONS

Retrouvez-nous sur
www.deputeslessocialistes.fr

 Socialistes Assemblée Nationale
 @socialistesAN

Communication / Presse : contact@gsan.org

Les affaires Sarkozy : Bettencourt ; Bygmalion ; Karachi ; Tapie ; soupçon de financement libyen de sa campagne de 2007 ; sondages de l'Élysée ; dépassement de ses comptes de campagne...

Le Président Sarkozy a augmenté son salaire de 172 %. Pendant cinq ans, il a été le 1er Président à ne donner aucun coup de pouce au SMIC.



LE DÉCLASSEMENT ÉCONOMIQUE

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps où la compétitivité de la France a connu une chute sans précédent.

- Déficits publics, endettement, désindustrialisation, chômage, déficit du commerce extérieur ont battu tous les records depuis la guerre.
- Nicolas Sarkozy a fait autant de dégâts que la crise économique.
- En 2002, la France faisait mieux que l'Allemagne ; en 2012, l'envolée des dépenses et l'absence de toute réforme structurelle ont inversé le rapport de force.
- La France paye également le prix fort de la stratégie d'austérité en Europe co-décidée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel pour enrayer la crise financière.

**2007 - 2012 :
600 milliards
de dettes
supplémentaires ;
disparition
de 350 000
emplois
industriels ;
déficit
commercial
record de
75 milliards**

L'ABSENCE DE RÉFORMES

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps où la «rupture» a laissé plus de mauvais souvenirs que de réformes.

- La compétitivité ? Des PME plus imposées que les sociétés du CAC 40.
- Le marché du travail ? Néant et un million de chômeurs de plus.
- La protection sociale ? Le recul de l'âge légal de la retraite et le déremboursement des frais de santé.
- L'éducation ? 100 000 professeurs de moins et une chute vertigineuse de la France dans les classements mondiaux.
- La sécurité ? 10 lois de plus et 10 000 policiers de moins.

**La RGPP :
160 000
agents
publics
de moins,
en pleine
envolée
du chômage
Nicolas
Sarkozy
a organisé
le plus grand
plan social
de France**

LA DIVISION DES FRANÇAIS

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps où la solidarité est devenue «le cancer de l'assistanat».

- Les pauvres, les chômeurs, les fonctionnaires sont devenus les boucs-émissaires du gouvernement et de ses difficultés.
- Les politiques publiques ont suivi : durcissement des prestations sociales, non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui a privé les Français de milliers de professeurs, de policiers, d'infirmières...
- Cette droite «décomplexée» est allée jusqu'à copier l'extrême-droite.
- Les attaques contre les immigrés et l'islam ont banalisé la discrimination et la xénophobie.

**Les emprunts
de Nicolas
Sarkozy
au FN :
le débat
sur l'identité
nationale ;
le discours
de Grenoble
sur la
déchéance
de nationalité ;
«la France tu
l'aimes ou tu la
quittes».**

LA PARTIALITÉ DE L'ÉTAT

Le quinquennat Sarkozy, c'était le temps du gouvernement par l'intimidation.

- L'indépendance de la justice a été malmenée : nominations partiales, interventions politiques dans les instructions, inflation de lois aussi pesante qu'inefficace.
- La presse a subi une pression permanente. Illustration : la nomination des responsables de France Télévisions et de Radio France par Nicolas Sarkozy.

**Le durcissement pénal :
peines
planchers ;
alignement
de la justice
des mineurs
sur celle
des adultes ;
projet avorté
de suppression
du juge
d'instruction...**